

Transcription de l'interview d'Alfonso Iozzo (Rome, 16 octobre 2012)

Légende: Transcription de l'interview d'Alfonso Iozzo, cadre dirigeant du groupe bancaire Sanpaolo de 1961 à 2006, président de la Cassa Depositi e Prestiti à Rome de 2006 à 2008, membre du Mouvement fédéraliste européen depuis 1963 et vice-président de la Fondation internationale Robert Triffin, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 16 octobre 2012 à Rome. Conduit par Renaud Dehousse, professeur des universités et titulaire de la chaire Jean Monnet de droit communautaire et d'études politiques européennes à Sciences Po (Paris), directeur du Centre d'études européennes, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: son action à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne (1979-1983), son influence au sein de la délégation italienne ayant participé aux négociations sur l'Union économique et monétaire ainsi que son engagement en tant que ministre de l'Économie et des Finances (2006-2008).

Source: Interview d'Alfonso Iozzo / ALFONSO IOZZO, Renaud Dehousse, prise de vue: Alexandre Germain.- Rome: CVCE [Prod.], 16.10.2012. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:25:52, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_d_alfonso_iozzo_rome_16_octobre_2012-fr-ee1d5fdc-d0d1-451a-a76b-91b618cbf787.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Transcription de l'interview d'Alfonso Iozzo (Rome, 16 octobre 2012)

Table des matières

I. Les débuts de Tommaso Padoa-Schioppa à la Commission européenne.....	1
II. Le traité de Maastricht.....	1
III. Tommaso Padoa-Schioppa et la régulation du secteur financier.....	2
IV. Tommaso Padoa-Schioppa au ministère italien de l'Économie et des Finances.....	4
V. Tommaso Padoa-Schioppa et l'idéal européen.....	5

I. Les débuts de Tommaso Padoa-Schioppa à la Commission européenne

[**Renaud Dehousse**] Monsieur Iozzo, je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir accepté cet entretien sur le parcours de Tommaso Padoa-Schioppa. J'aimerais commencer par vous demander d'évoquer votre travail en commun à Bruxelles, étant donné que vous faites partie de ceux qui ont eu l'occasion de le fréquenter à l'époque où il était directeur général des affaires économiques et financières à la Commission européenne.

[**Alfonso Iozzo**] Ce fut une période très importante, car l'idée de Robert Triffin selon laquelle on pouvait développer un marché privé de l'écu a été présentée lors d'une réunion à l'université de Louvain-la-Neuve à laquelle participait Tommaso Padoa-Schioppa. C'était juste après l'entrée en vigueur du SME. C'est là qu'est née l'idée qu'un groupe donné de banques pouvait développer ce marché; il s'agissait plus particulièrement de la Kredietbank luxembourgeoise, je veux dire belge, de la Lloyds de Londres et de la Sanpaolo de Turin, dont j'étais responsable pour les affaires internationales. Nous étions donc souvent à Bruxelles et la direction générale des affaires économiques et monétaires, la DG2, dirigée par Padoa-Schioppa, suivait le projet de près et lui a donné une impulsion considérable. Cela a notamment conduit à l'idée que pour fonctionner, le système avait besoin de ce qu'on appelle un système de compensation en écus, qui créerait [et] faciliterait les échanges. C'est ainsi qu'est né le système de compensation, avec l'aide de Padoa-Schioppa, à Bâle, au sein de la Banque des règlements internationaux. Ce fut-là une étape importante, qui fut une grande réussite pour le marché de l'écu. L'aboutissement du marché de l'écu était important car c'est ce qui a convaincu Giscard d'Estaing et Schmidt d'instituer le comité pour l'Union monétaire, qui a ensuite préparé une grande partie du travail pour Maastricht. Et à cet égard, Padoa-Schioppa a joué un rôle important car c'est lui, en collaboration avec l'ancien gouverneur de la Banque de France, de La Genière (*sic*) [de Larosière], qui a ensuite réussi à convaincre Giscard et Schmidt que la voie à suivre n'était pas celle à laquelle ils pensaient, à savoir faire de l'écu la monnaie parallèle, mais qu'il fallait aller droit au cœur du problème et donc instituer la Banque centrale. Et c'est un signe annonciateur des travaux que réalisera Padoa-Schioppa avec Delors au sein du comité qui sera institué par les chefs d'État et de gouvernement européens et qui conduira à Maastricht.

II. Le traité de Maastricht

[**Renaud Dehousse**] En ce qui concerne le traité de Maastricht, justement, Padoa-Schioppa a ensuite joué un rôle très important dans la préparation même de la Conférence intergouvernementale sur l'Union monétaire organisée dans le cadre du fameux «comité Guigou». Avez-vous des souvenirs de cette période?

[**Alfonso Iozzo**] Bien sûr! Padoa-Schioppa devait se rendre à Maastricht avec la mission italienne. Et

la mission italienne était dirigée par le Premier ministre, Andreotti. Il y avait aussi le gouverneur à ses côtés. Il m'a raconté qu'il était sorti de la Banque d'Italie, située Via Nazionale, pour aller se promener. C'est alors qu'il est tombé sur un ami commun, Gianni Ruta, qui était directeur financier de la... disons de la compagnie de téléphonie, avant d'être directeur financier de l'ENI. Ruta et moi étions des membres très actifs du Mouvement fédéraliste, fondé par Spinelli, et nous étions convaincus que tous les projets européens qui avaient abouti étaient ceux qui avaient une date. Lors de cette discussion sur le trottoir devant la Banque d'Italie, Ruta lui a rappelé que le problème était la date, qui faisait défaut dans les documents préparatoires. Padoa-Schioppa a compris que la clé était là et dans l'avion qui l'emmenait à Maastricht, il a expliqué cela à Andreotti et l'en a convaincu. Andreotti a alors compris qu'en l'absence de date, le projet ne tiendrait pas. Il m'a ensuite raconté qu'Andreotti, une fois arrivé à Maastricht, a rencontré Mitterrand, à qui il a dit: «Il manque la date». Mitterrand lui a répondu: «Il nous faut l'accord de Kohl». Avant le début de la rencontre, Andreotti, Mitterrand et Kohl se retrouvent au petit-déjeuner. Et Andreotti s'exclame: «Il manque la date». Kohl lui répond: «Je suis d'accord. Mais vous savez ce que cela veut dire, pour vous, d'indiquer une date?». Il était évident qu'il allait dire que nous allions devoir commencer à mettre de l'ordre dans les comptes. Andreotti répondit «Oui, j'ai compris», et ils se rendirent ensuite à la réunion, où la date fut fixée à 1997, pour autant qu'un certain nombre d'États soient présents, et dans tous les cas au plus tard à 1999, ce qui est ensuite arrivé. Le soir où le traité de Maastricht a été conclu, Padoa-Schioppa m'a appelé. Il était 21 heures. Il m'a dit: «Ça a marché. On a trouvé un accord. Mais le coup tiré a été si fort qu'il y a l'effet de recul du canon maintenant, il faut se retirer car l'effet sera trop fort». Et il avait vu juste, il avait vu juste car juste après, il y a eu la crise de 1992: tout semblait s'écrouler, car le coup de canon qui avait été tiré était vraiment fort. Il avait donc compris la nature du problème.

[**Renaud Dehousse**] Il s'est ensuite avéré que la date était décisive parce qu'en son absence, le passage à la monnaie unique n'aurait sans doute jamais eu lieu. Il s'agissait donc vraiment d'un élément décisif.

III. Tommaso Padoa-Schioppa et la régulation du secteur financier

[**Renaud Dehousse**] J'aimerais vous poser une autre question à propos de la personnalité de Padoa-Schioppa. Il a fait l'ensemble ou presque de sa carrière dans le milieu bancaire – d'abord à la Banque d'Italie, ensuite à la Banque centrale puis, finalement, en tant que ministre de l'économie et des finances. Quelle réputation avait-il dans les milieux bancaires italiens et internationaux? Comment le voyait-on?

[**Alfonso Iozzo**] C'était un homme des institutions. Il voyait dès lors la Banque d'Italie comme une institution. C'est aussi ce qui explique pourquoi il est convaincu, dans la bataille sur la monnaie, qu'il faut créer l'institution, la Banque centrale européenne. Cette idée d'institution était par conséquent très présente chez lui. Je me souviens d'une anecdote. Il était directeur général à Bruxelles. On voulait le transférer à Rome pour le nommer directeur adjoint de la Banque d'Italie. C'était un grand dirigeant en puissance. Il a refusé. Il est rentré en tant que dirigeant car il ne voulait pas que sa nomination au sein de l'institution soit promue par des personnes externes. Il voulait que ce soit la Banque d'Italie qui le choisisse. Voilà comment il voyait les institutions. C'est pour cette raison, justement, qu'il jouait un rôle si important dans le monde des banques centrales au niveau mondial. Il faisait en fait partie du groupe des Trente, il était très estimé de personnes comme Volcker, qu'il retrouvera ensuite, justement. Il faisait donc partie de ces rares personnes dans le monde qui pouvaient se rendre dans n'importe quel pays et y être acceptées et reconnues. Je peux dire cela à propos de sa dernière œuvre. Disons, si vous voulez, que c'est son œuvre inachevée.

[**Renaud Dehousse**] Inachevée dans quel sens?

[**Alfonso Iozzo**] Padoa-Schioppa était convaincu que le système financier et monétaire international ne pouvait pas fonctionner. On l'a ensuite convaincu de venir donner une conférence à la Fondation

Triffin, à Louvain-la-Neuve, une conférence très intéressante, mais dont le texte était un programme de travail, selon moi. C'est de la Fondation Triffin que part ensuite l'initiative qu'il défendra ensuite, avec Alexandre Lamfalussy, président de la Fondation, et Camdessus, ancien gouverneur de la Banque de France et ancien directeur général du Fonds monétaire international: c'est là qu'ils lancent ce qui deviendra ensuite l'initiative du «Palais-Royal», qui présentera le fameux document du Palais-Royal et que Sarkozy présente ensuite au G20, dans lequel est présentée une réforme du système monétaire international. Il parvient à constituer un groupe réunissant seize ou dix-huit personnalités, je pense, venues des quatre coins du monde, de la Chine à l'Inde, en passant par le Brésil et le Mexique. C'est la preuve que les portes lui étaient ouvertes, du gouverneur Zhou de la Banque centrale chinoise à Volcker.

[**Renaud Dehousse**] Oui, il faisait partie du club restreint des grands régulateurs internationaux.

[**Alfonso Iozzo**] Je peux vous raconter ce que je lui ai dit, si vous le souhaitez. Je lui ai dit que quand on observe l'Égypte ancienne, on constate que le pharaon a toujours à ses côtés les grands prêtres. Je lui ai dit que quand on observe le monde aujourd'hui, on s'aperçoit que les héritiers des pharaons, les chefs politiques, ont toujours à leurs côtés de nouveaux prêtres, qui ne sont autres que les gouverneurs des banques centrales.

[**Renaud Dehousse**] En effet, et qui conditionnent fortement leur marge de manœuvre.

[**Alfonso Iozzo**] Oui. Et qui, pour jouer ce rôle, doivent entrer dans les ordres, de façon presque religieuse, comme le font l'ensemble des gouverneurs des banques centrales. Il faisait donc partie de ceux qui étaient entrés dans cet ordre.

[**Renaud Dehousse**] Vous venez d'employer le mot «ordre», mais on peut aussi l'employer dans un autre sens, pour indiquer qu'il a toujours été un fervent partisan de la régulation. Au moment de la crise de 2008, en effet, il regrettait l'absence d'un régulateur central au niveau européen, lorsqu'il disait: «Si on ne fait rien, tout ce qui a été construit autour de la monnaie risque de se défaire au niveau bancaire». Comment cela était-il perçu dans les milieux bancaires? On ne voyait pas cela comme la menace d'un...

[**Alfonso Iozzo**] Non, les milieux bancaires ne comprenaient pas non plus la nature du problème, selon moi. À cette époque, ils étaient trop axés sur le développement très rapide du marché, qui s'étendait. Ils ne percevaient par conséquent pas ces éléments que lui percevait, à juste titre, et qui ont ensuite donné lieu, au fond, au rapport Lamfalussy, qui a lui-même donné lieu, par la suite, à la création de l'autorité européenne de contrôle, l'ABE, à Londres.

[**Renaud Dehousse**] Oui.

[**Alfonso Iozzo**] Celle pour les marchés à Paris, celle pour les assurances en Allemagne, évidemment. La Banque centrale a assuré pour la première fois la coordination de ces fonctions, mais je pense qu'aujourd'hui, le projet d'union bancaire, d'union des marchés bancaires, comme l'appelle Draghi, est, au fond, la réponse qu'il avait demandée pendant si longtemps et qu'on doit donner aujourd'hui, sans quoi on va assister à la rupture du marché créé avec l'euro.

[**Renaud Dehousse**] Oui, c'est dommage qu'il ait fallu une crise aussi grave pour y arriver, mais c'est souvent...

[**Alfonso Iozzo**] Je pense qu'il n'est pas impossible de procéder à ces évolutions en l'absence de crise majeure.

[**Renaud Dehousse**] Espérons, mais disons que l'histoire nous enseigne que bien souvent...

[**Alfonso Iozzo**] ... on rate l'occasion.

[**Renaud Dehousse**] ... on rate tant d'occasions.

[**Alfonso Iozzo**] Absolument.

IV. Tommaso Padoa-Schioppa au ministère italien de l'Économie et des Finances

[**Renaud Dehousse**] Nous en arrivons à une dernière période importante dans la carrière de Tommaso Padoa-Schioppa, à savoir son accès à des fonctions nouvelles, nouvelles pour lui, dans le domaine politique, en tant que ministre de l'économie et des finances. Cette activité était totalement nouvelle pour lui, mais aussi très exigeante, car il ne se contentait pas de porter le titre de ministre, il avait des objectifs bien précis. Que diriez-vous de son travail au sein de ce ministère?

[**Alfonso Iozzo**] Il a très bien compris que l'Italie doit profiter de son entrée dans la zone euro pour revenir dans... disons la normalité, Sa première action consiste donc... L'Italie, à ce moment, est surveillée par la Commission européenne, car elle a dépassé toutes les limites. Il y avait donc la procédure. Et lui, il comprend que la première mesure à prendre consiste à revenir dans les limites et à clore la procédure. Et cela lui réussit, puisqu'il devient ministre en... au printemps 2006 et le restera jusqu'au printemps 2008. Il termine l'année 2007 avec un déficit budgétaire inférieur à 2 %, 1,9 %, contre 3 %, et un excédent primaire de l'ordre de 5 %. La dette se réduit à presque 100 %: c'est ici que débute ce cycle. Il avait donc parfaitement bien compris cet élément. Et ce ne fut évidemment pas une mince affaire. Comme cela arrive souvent, il a réussi, au cours de la première année de son mandat, à faire passer des mesures très contraignantes, notamment grâce au vote des partis d'extrême gauche qui soutenaient le gouvernement. Débute ensuite une phase plus complexe. Ce qu'il avait commencé, ce qu'il avait tenté et lancé, n'était autre qu'une action visant à limiter l'évasion fiscale. C'était en effet un élément important pour l'Italie, où l'évasion fiscale était très répandue. Le Président Monti a le même [problème] aujourd'hui. On peut dire, dans un certain sens, que le programme du gouvernement Monti s'inspire de celui de Padoa-Schioppa. Ce n'est pas un hasard si deux mois à peine après la disparition de Padoa-Schioppa, Monti, en tant que président de l'université Bocconi, a organisé une grande rencontre à Milan, à laquelle ont participé Delors, Volcker et le président Napolitano pour rappeler l'action et je pense qu'à ce moment, il s'est porté candidat pour poursuivre l'œuvre de Padoa-Schioppa.

[**Renaud Dehousse**] C'est un peu le passage du témoin.

[**Alfonso Iozzo**] Oui. Je pense que ce moment-là a marqué le passage [du témoin]. L'opération était donc difficile évidemment et il devait continuellement faire face à cette situation. Mais il avait une grande capacité de travail, il avait cette qualité; c'était son côté allemand, disons, l'organisation était importante. À tel point que quand il est entré à la Banque centrale européenne, la première chose dont il s'est occupé était l'organisation. Car la machine, l'organisation était... il a passé son temps à essayer de réorganiser le système de fonctionnement du ministère.

[**Renaud Dehousse**] Avec un certain succès, mais aussi avec beaucoup de difficultés politiques, car il a été l'objet de nombreuses critiques.

[**Alfonso Iozzo**] Absolument. De très nombreuses critiques.

[**Renaud Dehousse**] Non seulement de la part de l'opposition, chose somme toute naturelle, mais aussi de la part de la majorité, qui...

[**Alfonso Iozzo**] Oui, assurément. Il est célèbre pour deux phrases. Je pense que ceux qui ne sont pas d'accord avec ces phrases ne connaissent pas le système médiatique. Car s'il avait dit: «Les impôts sont une chose juste», personne n'aurait parlé du problème. Lui, il a dit: «Les impôts sont une chose merveilleuse, car ils permettent de financer l'école, la santé, etc.». Et cette phrase a bien sûr provoqué un grand scandale et des discussions. Mais la phrase est restée et ceux qui suivent doivent essayer de faire comprendre que les impôts sont quelque chose d'important.

[**Renaud Dehousse**] Et en effet, il me semble qu'aujourd'hui, quelques années plus tard, il y a une évolution, on observe un consensus plus grand autour de cette idée qui, à l'époque, était vraiment...

[**Alfonso Iozzo**] Oui, elle était révolutionnaire.

[**Renaud Dehousse**]... révolutionnaire, oui.

V. Tommaso Padoa-Schioppa et l'idéal européen

[**Renaud Dehousse**] J'aimerais conclure avec une question sur le militant européen, car Padoa-Schioppa avait, chose somme toute peu habituelle sans doute pour un «grand commis» de l'État, un engagement politique très constant, un véritable fil rouge dans sa carrière, à savoir l'attachement à l'intégration européenne. Pouvez-vous nous parler de sa façon d'agir dans ce domaine? Car c'était justement quelque chose de propre à celui qui ne prétend pas jouer un rôle de premier plan, mais qui veut toujours participer à l'effort commun.

[**Alfonso Iozzo**] Je pense qu'il avait l'esprit de Spinelli et la méthode de Monnet, et il savait combiner ces deux aspects comme peu d'autres savaient le faire. Dans un certain sens, Delors a beaucoup utilisé la méthode de Monnet. Il avait, disons, la vision européenne, mais cela s'arrêtait là à un certain moment. Alors que lui avait très bien compris qu'une vision était nécessaire, une détermination; on parlerait aujourd'hui de la «feuille de route» de Spinelli et de la méthode de Monnet, pour trouver les points où l'on pouvait agir, intervenir. À l'époque où il était à la Banque centrale européenne, j'étais président du Mouvement fédéraliste et, en tant que tel, j'étais président de l'Institut Altiero Spinelli, basé à Ventotene, l'île où a été rédigé le manifeste. J'ai donc invité Tommaso à venir parler à l'occasion du séminaire que nous organisons chaque année pour 150 jeunes, dont la moitié sont Italiens et l'autre moitié, originaires des quatre coins de l'Europe. Ce fut effectivement une occasion très importante pour lui. Il me dit alors ceci: «J'ai compris que c'est ici que l'enseignement s'est fait», car plus de 2500 jeunes étaient déjà passés par là en vingt ans de séminaires, des jeunes dont beaucoup sont devenus des députés européens. Je lui ai répondu: «Mais il faut bien sûr faire le pèlerinage à la Mecque». Il était très engagé dans cette affaire, encore plus engagé, car il était accompagné de Barbara Spinelli, et l'île abrite la tombe de Spinelli, qui a voulu être, disons...

[**Renaud Dehousse**] Ah, oui.

[**Alfonso Iozzo**] ...ses cendres ont même été dispersées en mer autour de l'île de Ventotene. Le moment était donc particulièrement important et d'après moi, il mettait bien en évidence ces deux aspects qui le caractérisaient: disons, un aspect «spinellien» et l'autre, «monétien».

[**Renaud Dehousse**] En effet, deux aspects qui sont souvent présentés de façon opposée, comme s'ils étaient antagonistes, alors qu'au fond, ils peuvent être complémentaires.

[**Alfonso Iozzo**] Ils le sont.

[**Renaud Dehousse**] Mais il doit y avoir quelqu'un pour faire la synthèse.

[**Alfonso Iozzo**] En effet.

[**Renaud Dehousse**] Et c'est justement là qu'était sa force. Bien, je vous remercie pour votre disponibilité.

[**Alfonso Iozzo**] Merci.